

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°643 – 18 septembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Progression de l'activité économique dans l'UEMOA en juin 2026

Selon le dernier bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO, les principaux indicateurs de l'UEMOA [ont continué](#) de progresser en juin 2026. L'indice de la production industrielle a ainsi augmenté de 3,4 % en glissement annuel (g.a) et celui des services financiers de 14,9 % en g.a. De même, les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et dans les services marchands ont progressé respectivement de 5,4 % et 4,2 % en g.a. Toutefois, l'indicateur moyen du climat des affaires se situe à 100,6 en baisse de 0,7 point en g.a. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées au Sénégal (-1,8), en Côte d'Ivoire (-0,9) et au Togo (-0,9). Enfin, le taux d'inflation en juin 2026 au sein de l'UEMOA se situe à 0,8 % en g.a, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à mai 2026. Ce niveau d'inflation est principalement porté par la hausse des prix des transports (+0,3 p.p en g.a), en lien avec la hausse des prix des produits pétroliers, du logement (+0,2 p.p en g.a) et des restaurants et hôtels (+0,2 p.p en g.a).

Bénin

La BERD lance un programme d'appui aux PME

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) [a lancé](#) officiellement son programme "SME Finance & Développement" à Cotonou le 9 septembre

Le chiffre à retenir

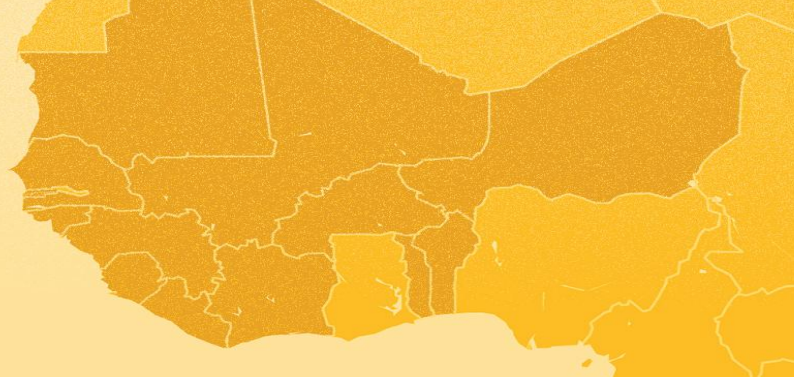
200 M USD

Le montant du prêt accordé par l'AIIB au Bénin pour le Projet de mobilité urbaine durable du Grand Nokoué

2026. Ce programme vise à soutenir les PME et appuyer l'action de l'Agence de développement des PME (ADPME) du Bénin. Il s'articule autour de trois axes : (i) faciliter l'accès au financement ; (ii) accompagner les entreprises dans leur structuration et leur croissance et (iii) renforcer l'écosystème entrepreneurial en ciblant la transition verte, la digitalisation, ainsi que les jeunes et les femmes. Pour rappel, le Bénin a adhéré à la BERD en 2023.

L'AIIB accorde 200 M USD pour la mobilité urbaine dans le Grand Nokoué

Le 16 septembre 2026, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) [a approuvé](#) un prêt souverain de 200 M USD pour le financement du Projet de mobilité urbaine durable du Grand Nokoué. Cofinancé par l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale, ce projet vise à relever les défis majeurs en matière de mobilité, engendrés par la croissance démographique rapide et le dynamisme économique de la région du Grand Nokoué, principal pôle urbain du pays. Confié à la Société des infrastructures routières et de l'aménagement du territoire (Sirat), le projet comprend entre autres la mise en place d'un système de service de transport multimodal, ainsi que l'électrification du parc



de taxis-motos grâce au déploiement d'une filière locale de motos électriques et un programme de renouvellement de la flotte à grande échelle. Pour rappel, le Bénin est [membre](#) de l'AfIB depuis 2020.

Burkina Faso

Inauguration d'une usine textile intégrée dédiée au besoin des secteurs militaire et paramilitaire

Le 9 septembre 2026 [a eu lieu l'inauguration](#), à Bobo-Dioulasso d'un complexe industriel Textile des Forces du Burkina Faso (Texforces-BF), d'un coût de [17 Md FCFA](#) (25,9 M EUR). Le financement a mobilisé les ressources des caisses de prévoyance sociale, des sociétés d'État et d'autres structures publiques. Le complexe dispose d'une unité de transformation de coton fibre, intégrant (i) le tissage, (ii) le tricotage et (iii) la teinture-finition/confection, pour une production annuelle visée de 20 M de mètres de tissus, 6 M de tenues, etc. Le complexe vise à répondre en particulier aux besoins des secteurs militaires, paramilitaires et professionnels et s'inscrit dans une stratégie de transformation locale de la production cotonnière. Pour rappel, en juillet 2025, la Caisse des dépôts et d'investissements du Burkina Faso (CDI-BF) [a signé](#) un accord avec le kényan Basra Textile Mills pour l'implantation d'une usine textile intégrée d'un coût de 25 M USD.

Annnonce d'une initiative pour porter le taux d'électrification à 70 % d'ici 2030

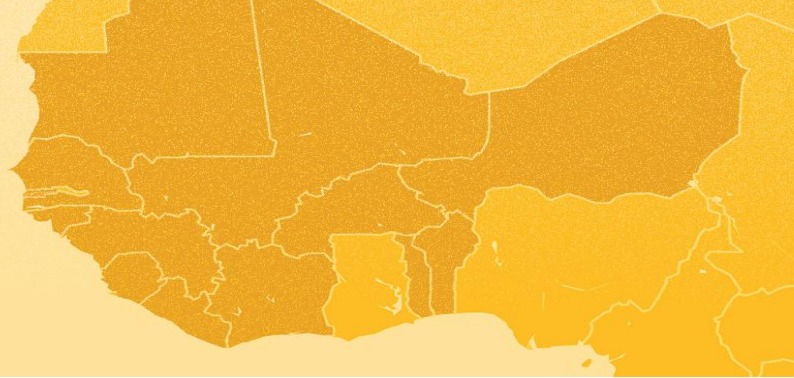
Le 10 septembre 2026, le Conseil des ministres [a annoncé](#) un projet de 104,2 Md FCFA (158,5 M EUR) destiné à renforcer les capacités opérationnelles de la Société nationale d'électricité du Burkina Faso (SONABEL) et de l'Agence Faso Vêenem, structure publique chargée du développement de l'accès à

l'électricité. Le projet vise à renouveler les équipements de transport de l'électricité et à étendre le réseau de distribution, avec pour [objectif](#) de porter le taux d'électrification à 70 % à l'horizon 2030 et de réduire la dépendance aux approvisionnements extérieurs. Sa mise en œuvre devrait également permettre d'améliorer l'accès aux services énergétiques à des coûts abordables, conformément au Pacte national de l'énergie et au Plan RELANCE 2026-2030. L'initiative serait financée par l'État burkinabé et ses partenaires.

Côte d'Ivoire

1^{ère} émission d'obligations liées à la durabilité dans l'UEMOA par une microfinance

Baobab Côte d'Ivoire, leader de la microfinance dans le pays, a lancé le 10 septembre le premier [Sustainability-Linked Bond](#) (SLB) émis par une institution de microfinance sur le marché financier régional de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'émission porte sur un montant de 20 Md FCFA (30,5 M EUR), au taux d'intérêt de 6,8 % et sur une maturité de 5 ans, dont un an de différé. La particularité de cette émission est que le mécanisme SLB engage contractuellement Baobab à l'atteinte d'objectifs de performance en matière de durabilité mesurables et vérifiés par un tiers indépendant. Les ressources levées permettront de financer des micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes, notamment en zones rurales et dans les secteurs de l'agriculture, mais également l'éducation et des projets verts. L'opération bénéficie de l'ancrage institutionnel de la Société financière internationale (SFI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) qui souscriront au minimum 55 % du montant de l'émission.



Plus de 15 M EUR de la BIDC pour soutenir le développement du logement

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) ont signé, le 2 septembre 2026, un [accord de financement](#) d'un montant de 10 Md FCFA (15,2 M EUR) destiné à soutenir le financement du logement et à renforcer l'accès aux ressources financières des PME et PMI intervenant dans la chaîne de valeur immobilière en Côte d'Ivoire. Cet accord s'inscrit notamment dans un contexte immobilier marqué par un déficit de logements dans le pays, lié en partie à l'urbanisation rapide et à la croissance démographique.

Guinée

Partenariat entre NMC et Glencore pour la commercialisation de la bauxite

Nimba Mining Company (NMC), société détenue par l'État guinéen, [a conclu](#) le 7 septembre 2026 un accord de préfinancement de la bauxite de plus de 300 M USD avec le négociant suisse Glencore dans le domaine minier. En retour, l'accord prévoit la commercialisation par Glencore de 10 à 12 M tonnes de bauxite produites par NMC par an sur une durée de 5 ans. Selon le communiqué, NMC a exporté plus de 4 M tonnes de bauxite au 1^{er} semestre 2026. Ce partenariat offre ainsi à Glencore une présence significative dans le secteur minier guinéen. En outre, selon certains médias, des discussions [seraient engagées](#) entre les autorités guinéennes et Glencore pour de potentiels investissements dans d'autres domaines, dont le raffinage d'alumine et l'énergie.

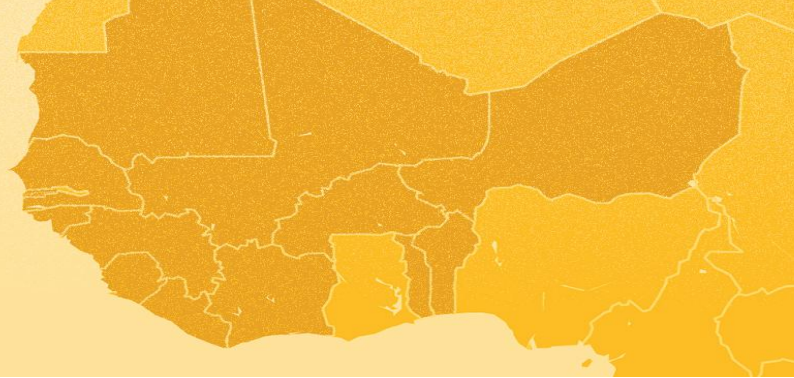
269,5 M EUR de la BIDC en faveur de projets dans la santé, le transport et l'énergie

Le 10 septembre 2026, le Président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et la ministre de l'Économie, des Finances et du Budget de la Guinée [ont signé](#) 3 accords de prêt d'un montant total de 269,5 M EUR destinés au financement de projets dans les secteurs de la santé, des transports et de l'énergie. Ces accords portent notamment sur (i) la construction de l'Hôpital Régional de Siguiri (65,8 M EUR) qui permettra de renforcer l'accès aux soins de santé spécialisés ; (ii) la construction et le bitumage de la route Cissela-Banko-N'Déma et Banko-Saraya qui amélioreront la connectivité et les échanges commerciaux en Haute-Guinée (143,1 M EUR) et (iii) le développement du Projet hydroélectrique de Tinkisso 2 (60,6 M EUR) qui élargira l'accès à l'électricité.

Guinée-Bissau

Lancement du Programme national d'éducation financière

Le 10 septembre 2026, le gouvernement de transition [a officiellement lancé](#) à Bissau le Programme national d'éducation financière (PNEF) 2026-2030, une initiative visant à promouvoir la culture financière, à encourager l'épargne et à élargir l'accès sécurisé aux services financiers sur l'ensemble du pays. Le programme est coordonné par le ministère en charge des Finances et bénéficie du soutien de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), du ministère de l'Éducation nationale et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Le programme prévoit entre autres l'intégration progressive de l'éducation financière dans les cursus scolaires, le renforcement de la protection et la sensibilisation des consommateurs. Pour rappel, le taux global d'utilisation des services financiers se situe à 77,6 % en 2024, selon les données de la BCEAO.



Mauritanie

Publication d'un rapport de l'Inspection Générale d'État

Chargée de contrôler l'usage des fonds publics, d'auditer les politiques publiques et de lutter contre la corruption, l'Inspection Générale d'État (IGE) [a publié](#) en août 2026, et pour la première fois, l'intégralité de son [rapport](#) d'activités, couvrant la période 2024-2025. Sur 32,9 Md MRU (714,7 M EUR) de dépenses contrôlées dans le cadre de 28 missions clôturées, l'IGE a estimé l'impact financier des dysfonctionnements à 2,4 Md MRU (51,6 M EUR), soit 7 % du montant total audité, concentré à 60 % dans la commande publique. Les mesures prises face à ces irrégularités incluaient entre autres sur la suspension de paiements 694,7 M MRU (15,1 M EUR) et la rationalisation ou annulation de dépenses 603,7 M MRU (13,1 M EUR). En outre, 4 dossiers ont été transmis aux autorités judiciaires et juridictionnelles (2 à la Cour des comptes et 2 au parquet). Par ailleurs, l'IGE a formulé 771 recommandations, dont 420 ont pu être transmises aux entités contrôlées et 231 ont déjà été mises en œuvre.

Signature d'un accord avec CWP global pour le développement du projet d'hydrogène vert Aman

Un [accord](#) "global", dont le contenu n'a pas rendu public, a été signé le 16 septembre 2026 entre le gouvernement mauritanien et l'opérateur canadien d'énergies renouvelables CWP Global. L'accord établirait un cadre contractuel à long terme pour le développement du projet d'hydrogène vert Aman. Ce dernier vise à produire environ 6,6 M tonnes d'ammoniac vert et 1,2 M tonnes d'hydrogène vert par an. Le Président de CWP a indiqué que son entreprise pourrait prendre une décision d'investissement finale avant 2030.

Niger

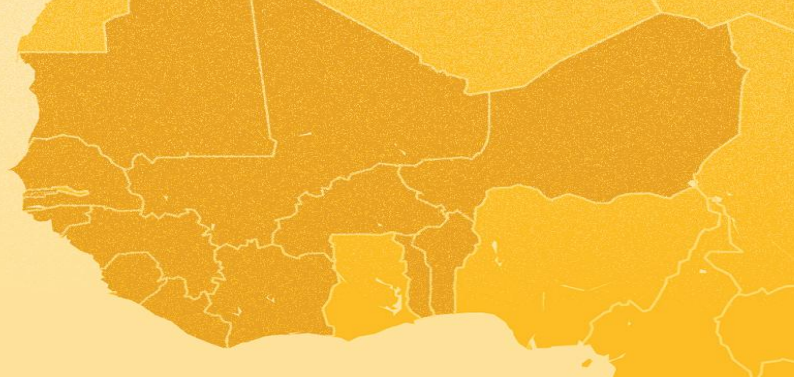
Atomic Eagle lève 6,8 M EUR pour relancer le projet d'uranium Madaouéla

Le 14 septembre 2026, l'entreprise minière australienne Atomic Eagle (ex-GoviEx) [a annoncé](#) la signature d'un accord permettant de mobiliser 10,9 M AUD (6,8 M EUR), via l'exercice d'options par Menel Energy and Resources, son principal actionnaire, d'ici au 28 octobre. Ces fonds porteront la trésorerie du groupe à 23 M AUD (14,3 M EUR), destinés à financer ses projets d'uranium au Niger (Madaouéla) et en Zambie (Muntanga). Cette annonce intervient après la [conclusion](#) d'un nouvel accord avec les autorités nigériennes sur le projet Madouéla, dans lequel la participation de l'État nigérien a été portée de 20 % à 40 % du capital (15 % gratuits et 25 % contributifs), mettant ainsi fin à deux ans de différend entre les deux parties. Atomic Eagle dispose désormais de deux ans pour actualiser les études de faisabilité et sécuriser le financement de la mine.

Sénégal

Lancement de la construction du segment Nord du réseau gazier national

Le 10 septembre 2026, le ministre de l'Énergie et du Pétrole a présidé la [cérémonie officielle](#) de pose de la première canalisation du segment Nord du Réseau gazier du Sénégal (RGS). Long d'environ 85 km, ce segment permettra notamment d'acheminer le gaz issu du hub gazier de Grand Tortue Ahmeyim (GTA) vers la centrale électrique de Gandon, avec une capacité de transport pouvant atteindre 300 M pieds cubes de gaz par jour. Financé en partie par [un prêt de la BOAD](#) de 50 Md FCFA (76,2 M EUR), ce projet constitue le premier maillon de la stratégie Gas-to-Power et de l'Agenda Sénégal 2050, visant à réduire la



dépendance aux combustibles importés et à sécuriser l'approvisionnement électrique national. Pour rappel, le Sénégal partage le champ gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), dont l'exploitation par British Petroleum a démarré en janvier 2025, avec la Mauritanie.

300 M USD annoncés pour le numérique et la cybersécurité en marge de la visite présidentielle aux États-Unis

Le 14 septembre 2026, en marge de sa visite officielle aux États-Unis, le président Bassirou Diomaye Faye [a reçu](#) les responsables de Cybastion, société américaine spécialisée dans les solutions numériques et infrastructures technologiques. À l'issue des échanges, Cybastion a annoncé un engagement visant la mobilisation d'un financement d'environ 300 M USD destiné à plusieurs projets structurants de digitalisation au Sénégal, incluant la cybersécurité, le développement de data centers, le transfert de technologies et le renforcement des capacités nationales. Des start-ups locales seraient associées à la mise en œuvre.

Eni signe un protocole d'accord pour l'évaluation de cinq blocs offshore

Le 15 septembre 2026, le ministre de l'Énergie et du Pétrole [a annoncé](#) la signature d'un protocole d'accord avec le groupe pétrolier italien Eni portant sur l'évaluation du potentiel de cinq blocs offshore. Le programme d'études techniques géologiques et géophysiques (sans forage à ce stade) sera financé Eni. La major italienne, qui produirait plus de la moitié de ses hydrocarbures en Afrique, [marque](#) ainsi sa présence au Sénégal. Cet accord s'inscrit dans la stratégie nationale d'ouverture des blocs pétroliers et gaziers du pays à des investisseurs locaux et internationaux.

Togo

Nouvelle hausse des prix des carburants

[Par arrêté interministériel](#), les autorités togolaises ont relevé pour la 2^e fois de l'année les prix à la pompe du carburant le 11 septembre 2026. Les prix du litre du super sans plomb et du gasoil ont ainsi été fixés respectivement à 817 FCFA (1,25 EUR) et 766 FCFA (1,17 EUR), soient des hausses respectives de 12,7 % et 2,1 %. À noter que par rapport au début d'année, ces nouveaux prix constituent des augmentations de 20,1 % pour le super et 10,2 % pour le gasoil. Les autorités expliquent cet ajustement par l'évolution des cours internationaux des produits pétroliers, tout en maintenant une partie des subventions pour atténuer l'impact sur les consommateurs. Selon les projections du FMI, le coût de ces subventions pourrait atteindre 67,4 Md FCFA (102,8 M EUR) en 2026, contre 13,7 Md FCFA (20,9 M EUR) prévus auparavant. Le renchérissement du carburant risque néanmoins d'alimenter l'inflation, d'abord par les tarifs des transports, puis par les prix alimentaires, sensibles aux coûts de production et d'acheminement.

Augmentation des recettes fiscales de 14,3 % au premier semestre 2026

Au premier semestre 2026, l'Office togolais des recettes (OTR) [a collecté](#) 507,8 Md FCFA (774,2 M EUR) de recettes fiscales, soit une hausse de 14,3 % en glissement annuel (g.a) et représentant 46,3 % de l'objectif global annuel. Les impôts intérieurs (notamment sur les sociétés, sur le revenu et la TVA intérieure) ont été mobilisés à hauteur de 279,1 Md FCFA (425,4 M EUR), en hausse de 14,6 % en g.a, tandis que les recettes douanières ont atteint 228,7 Md FCFA (348,7 M EUR), en progression de 14 % en g.a. Selon le [FMI](#), la pression fiscale devrait s'établir à 13,7 % du PIB en 2026, après



13,2 % en 2025, en dessous du seuil communautaire de l'UEMOA de 20 % du PIB. La mobilisation des recettes fiscales au Togo demeure un enjeu majeur pour renforcer la soutenabilité des finances publiques et financer les dépenses d'investissement. À cet égard, l'adoption par arrêté ministériel, prévue d'ici fin septembre 2026, de la stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme constitue un repère structurel du programme appuyé par la Facilité de crédit élargie (FEC) du FMI. Cette stratégie vise à accroître les recettes fiscales d'au moins 0,5 point de PIB par an.

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)